

CANICULE : LE GOUVERNEMENT EST RESPONSABLE DE LA SITUATION

Paris, le 24 juin 2026 (et sous 40 degrés)

La porte-parole du gouvernement, Maud Brégeon, a déclaré ce jeudi sur BFM TV que l'exécutif est « favorable à la climatisation partout où c'est nécessaire », notamment « les écoles ».

Mais de qui se moque-t-elle ? Depuis 2017, il n'y a pas eu un seul été sans épisode caniculaire. Et qu'ont fait les gouvernements des deux quinquennats d'Emmanuel Macron ? Rien. Pire, dans l'enseignement, on apprend que les rectorats ont, ces trois dernières années, restitué au ministère 692 millions d'euros (2024), 190 millions d'euros (2025) et 43 millions d'euros (2026), qui n'ont pas été utilisés dans les lignes budgétaires.

Avec ces sommes, il y a largement de quoi climatiser toutes les salles de classes du pays : en effet, on compte environ 265 000 classes à l'école primaire, 110 000 classes dans les collèges et 85 000 classes dans les lycées en France. L'installation d'un système de climatisation pour chacune de ses 460 000 classes, à raison de 2000 euros par classe, coûterait en tout et pour tout 920 millions d'euros, soit exactement le total des sommes rendues par les rectorats ces trois dernières années.

Et à l'hôpital, c'est pareil : à l'assistance publique des hôpitaux de Paris (AP-HP), premier CHU d'Europe, l'absence de climatisations, outre qu'elle rend le travail des personnels insupportable, sert à fermer des salles de blocs opératoires du fait de l'hygrothermie trop élevée. Les urgences débordent, les brancards s'entassent, les températures dans les chambres des patients, sans même parler des bureaux et postes de soins, dépassent les 30 degrés. Par exemple, à l'hôpital Tenon, plusieurs bâtiments – dont le bâtiment « maternité » – n'ont aucun système de climatisation, alors même qu'une pièce est remplie de climatiseurs fonctionnels (plus d'une vingtaine) que la direction refuse d'installer dans les services. Une honte !

La preuve est faite : ce n'est pas que les autorités ne peuvent pas, c'est qu'elles ne veulent pas. Refusant de consacrer les moyens pour rafraîchir les salles de classe ou de soins, le gouvernement donne consigne de fermer. Par contre, quand il s'agit d'aider Trump dans sa guerre contre l'Iran, là, il y a de l'argent : le coût du déplacement du porte-avions Charles de Gaulle en Méditerranée orientale est estimé à 1 milliard d'euros, soit le coût de la climatisation de toutes les salles de classes.

Rappelons que cette année, la loi de financement de la Sécurité sociale, adoptée avec les voix des députés socialistes, a réalisé plus de 7 milliards d'économies dans la santé et au même moment, le budget de l'Etat, que ces mêmes députés socialistes ont refusé de censurer, a augmenté de 6,7 milliards le budget des Armées.

C'est donc bien une question de choix politiques.

Face à cette situation dramatique, certains dans les sommets des organisations syndicales font pression pour reprendre les éléments de langage du gouvernement et, au lieu d'engager la bagarre pour obtenir des moyens, disent aux travailleurs de ce pays : « Restez chez vous ! ». A l'inverse, en bas, dans les syndicats mais aussi en lien avec les mairies dirigées par La France Insoumise (1), on s'organise pour combattre et pallier à la politique de désagrégation menée par Macron et son gouvernement au compte du système capitaliste en décomposition.